Immanuel Wallerstein

Sociologue, Dept. Of Sociology, Yale University, New Haven, CT

(1975)

“L'état actuel du débat sur l'inégalité mondiale”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque

Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Immanuel Wallerstein

“L'état actuel du débat sur l'inégalité mondiale”.

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction d'Immanuel Wallerstein, **Les inégalités entre les États dans le système international. Origines et perspectives**, pp. 7-25. Québec: Centre québécois de relations internationales, Université Laval, 1975, 244 pp. Collection: Choix.

M Immanuel Wallerstein, sociologue, professeur de sociologie à Yale University, New Haven CT., nous a accordé le 9 août 2006 son autorisation de diffuser électroniquement cet article.

Courriel : : immanuel.wallerstein@yale.edu ou iwaller@binghamton.edu

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 27 août 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Immanuel Wallerstein (1975)

“L'état actuel du débat sur l'inégalité mondiale”

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction d'Immanuel Wallerstein, **Les inégalités entre les États dans le système international. Origines et perspectives**, pp. 7-25. Québec: Centre québécois de relations internationales, Université Laval, 1975, 244 pp. Collection: Choix.

Immanuel Wallerstein *

“L'état actuel du débat sur l'inégalité mondiale”.

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction d'Immanuel Wallerstein, **Les inégalités entre les États dans le système international. Origines et perspectives**, pp. 7-25. Québec: Centre québécois de relations internationales, Université Laval, 1975, 244 pp. Collection: Choix.

Ce n'est un secret pour personne : certains possèdent plus que d'autres. Dans le monde moderne au moins, ce n'est pas davantage un secret que certains pays sont plus riches que d'autres. Bref, l'inégalité dans le monde est un phénomène dont la plupart des hommes ou des groupes sont conscients.

Je ne pense pas qu'il y ait eu une époque où ces inégalités n'aient pas soulevé des revendications. Il y a toujours eu des gens ou des groupes sentant le besoin de justifier cette réalité, ne serait-ce que pour convaincre les moins nantis qu'ils devraient docilement s'y résigner. Au cours des siècles cette idéologie des privilégiés a connu plus ou moins de succès. L'histoire du monde n'est que l'histoire d'une série ininterrompue de rébellions contre l'inégalité, que ce soit celle d'un peuple ou d'une nation contre une autre ou d'une classe dans une région donnée contre une autre.

C'est probablement vrai pour l'histoire entière de l'humanité, au moins depuis les temps néolithiques. L'existence d'inégalités ou le besoin de les justifier par quelque rhétorique idéologique n'a pas changé avec l'avènement du monde moderne au XVI^e siècle. Une chose a changé, cependant : même ceux qui défendent la thèse de l'inévitabilité actuelle des inégalités se sentent le besoin de soutenir qu'un jour, dans l'avenir lointain, ces inégalités disparaîtront, ou, au moins, que leur ampleur s'atténuera considérablement. Si l'on veut, sur les trois

* Professeur au Département de sociologie, Université McGill, Montréal.

courants idéologiques dominants du monde moderne, le conservatisme, le libéralisme et le marxisme, deux au moins (libéralisme et marxisme) sont théoriquement dédiés, *in abstracto*, au principe de l'égalitarisme. Le troisième ne l'est pas, mais le conservatisme, depuis la Révolution française est essentiellement une idéologie défensive. On en veut pour preuve le fait que la plupart des conservateurs refusent d'arborer ouvertement leur bannière et dissimulent leurs idées conservatrices sous le manteau du libéralisme, voire même, du marxisme.

Évidemment, il est indéniable que les universités du monde au XXe siècle et, en fait tous les groupements intellectuels, sont le théâtre de confrontations idéologiques où prédomine une forme ou une autre du libéralisme et du marxisme. (Jusqu'ici, nous n'évoquons que les idéologies, non les mouvements politiques. Parmi les mouvements, les Libéraux et les Sociaux-Démocrates ont puisé dans l'idéologie libérale.)

L'une des forces les plus vives du Siècle des Lumières au XVIIIe siècle, reprise par la plupart des systèmes de pensée des XIXe et XXe siècles, a été l'idée de progrès, reformulée par la suite sous le terme d'« évolution ». Dans le contexte de la question égalitaire, on a interprété l'évolution comme étant le processus permettant de passer d'une allocation inégale et imparfaite des privilèges et ressources à une version quelconque de l'égalité. La définition même du concept d'égalité a soulevé d'innombrables polémiques (il suffit de penser aux différents sens associés aux expressions « égalité de chance » et « à chacun selon ses besoins ». La polémique a également porté sur l'identification des obstacles à l'état souhaitable d'égalité. Enfin, le désaccord fondamental subsiste sur la façon de transformer le monde, du présent imparfait à l'avenir souhaité. Le conflit oppose partisans du « gradualisme », fondé sur l'éducation, et partisans de la révolution et du recours essentiel, à un moment donné, à la violence.

Je ne fais que passer en revue ces notions bien connues de l'histoire uniquement pour souligner que le débat actuel n'est que la dernière variante d'un thème maintenant classique, mais aussi que certaines questions nouvelles surgissent et rendent les anciennes formules désuètes.

Si l'on prend la période 1945-1960, à la fois sur le plan politique et idéologique, on constate que le débat liberal-marxiste est à son apogée. Le monde s'est trouvé polarisé politiquement par la-dite guerre froide. Il existait deux camps. Un s'appelait « le monde libre » et soutenait que lui seul maintenait la première partie de la trilogie héritée de la Révolution française : la « liberté ». Il soutenait que son système économique offrait, à long terme, l'espoir de se rapprocher de l'égalité par une voie qui vint à s'appeler « développement économique » ou parfois, plus simplement, « développement ». Il soutenait qu'il réalisait progressivement la « fraternité » par l'éducation et la réforme politique (comme la décision de la Cour Suprême des États-Unis, en 1954, de mettre fin à la légalité de la ségrégation).

L'autre camp s'appelait « monde socialiste » et soutenait que lui seul caractérisait les trois objectifs de la Révolution française, et par là les intérêts des peuples du monde. Il soutenait que lorsque des mouvements animés de tels idéaux prendraient le pouvoir dans tous les pays non socialistes (quelle que soit la méthode utilisée), chacun passerait des lois dans la même ligne que celles des premiers pays socialistes. De cette façon, le monde entier deviendrait « socialiste » et l'objectif serait atteint.

Les intellectuels ont évidemment élaboré dans les moindres détails les différentes composantes de ces préceptes idéologiques. C'est presque une tradition (si juste soit-elle, d'ailleurs) de citer « *Les Étapes de la Croissance Économique* » de W.W. ROSTOW comme l'expression relativement pure, succincte et sophistiquée de l'idéologie libérale dominante qui inspirait la pensée des dirigeants politiques américains et occidentaux. ROSTOW, sans modestie aucune, intitulait son ouvrage « un manifeste non communiste ».

Les personnes intéressées par ces problèmes connaissent indubitablement sa thèse de base. ROSTOW considère le changement comme une série d'étapes par lesquelles chaque unité nationale devait passer. Il s'agissait des étapes par lesquelles était passée la Grande-Bretagne. Celle-ci constituait l'exemple crucial, étant donné qu'on considérait le Royaume-Uni comme le premier pays à s'être avancé sur le chemin du monde industriel moderne. La leçon était claire : ce chemin était un

modèle à suivre. On pouvait ensuite analyser les critères à remplir pour passer d'une étape à l'autre, découvrir pourquoi certains pays prenaient plus de temps que d'autres. L'analyste devenait médecin prescrivant les mesures à prendre par un pays pour accélérer sa « croissance ». je ne veux pas traiter ici de la fonction idéologique qu'une telle formule servait. Cela a déjà été fait et bien fait. Ce point de vue, si modifié soit-il, reflète bien la conception « développementaliste » de la plupart des gouvernements occidentaux de même que des organismes internationaux. J'estime que le rapport PEARSON, Partenaires dans le *Développement*, s'inscrit directement dans cette perspective.

Dans le monde socialiste de nos jours, il n'existe pas à proprement parler d'équivalent au livre de ROSTOW. Il n'existe qu'une version encroûtée du marxisme évolutionnaire qui partait également d'étapes rigides par lesquelles chaque État ou entité géographique devait passer. La différence était double : d'une part, les étapes portaient sur des époques historiques beaucoup plus longues et, d'autre part, le modèle était l'URSS. On songe ici aux étapes d'esclavage - féodalité - capitalisme - socialisme. Un intellectuel indien marxiste, Irfan HABIB, a récemment évoqué l'absurdité des formulations rigides qui remontent aux années '30, ainsi que l'impossibilité d'appliquer de tels schémas au niveau national. Ce penseur défend non seulement la valeur du concept du « mode asiatique de production » mais insiste également sur l'illogisme de la thèse qui maintient que les divers modes historiques d'extraction d'un surplus doivent nécessairement se suivre dans l'ordre, dans chaque pays. Irfan HABIB déclare :

« La conception matérialiste de l'histoire n'implique pas *nécessairement* une périodicité universelle établie ; il s'agit en effet d'une méthode analytique pour le développement de sociétés de classe ; toute périodicité, théorique, ne sert qu'à illustrer l'application de la méthode.... Ce qui compte, c'est de définir la contradiction majeure (comme la lutte des classes) dans une société, *d'identifier* les facteurs responsables de son intensification et de délimiter le contexte de l'ordre social quand on résout une contradiction quelconque. Il est possible qu'en abandonnant le type Cp-E-F-C (communisme primitif, esclavage - féodalité - capitalisme) les marxistes puissent mieux résoudre cette énigme : ils ne seraient plus obligés de chercher partout « les lois fondamentales de l'époque » un thème favori des

Soviétiques) ou « un moteur premier », emprunté à l'époque européenne, supposément analogue. ¹ »

Je livre cet extrait de HABIB parce que je suis fondamentalement d'accord avec lui quand il considère que cette version de la pensée marxiste, tellement à la mode entre 1945 et 1965, est une copie conforme de la conception libérale. L'analyse est fondamentalement la même que celle de ROSTOW. Seuls les noms des étapes et le pays-modèle varient. J'intitulerais cette approche « la perspective développementaliste », épousée tant par certains libéraux que par certains marxistes.

Au cours des années '60, un autre courant s'est lentement manifesté. Il n'a pas de nom reconnu, en partie parce que les premières expressions de ce point de vue manquaient de précision, de clarté et demeuraient partielles. On le découvrait surtout chez les penseurs structuralistes d'Amérique latine (Comme PREBISCH et FURTADO) ainsi que leurs disciples (comme Dudley SEERS). Par la suite, ce courant prit la forme de débats comme « le développement du sous-développement » (A.G. FRANK, dans la ligne du *Political Economy of Growth* de Baran), « La structure de la dépendance » (Théotónio Dos SANTOS), « l'échange inégal » (ARGHIRI Emmanuel), « l'accumulation à l'échelle mondiale » (Samir AMIN, « le sous-impérialisme » (Ruy Mauro MARINI). On le retrouve également dans la Révolution culturelle chinoise et la conception de MAO sur la continuité de la lutte des classes dans les régimes socialistes, à l'intérieur même des pays ².

Toutes ces conceptions ont en commun une critique de la perspective « développementaliste ». Généralement, la critique s'inspire d'une tradition marxiste, mais certaines, comme celle de FURTADO, puisent à même l'héritage libéral. On ne s'étonne pas dès lors que l'expression de ce courant se situe surtout chez les penseurs asiatiques,

¹ Irfan HABIB, « Problems of Marxist Historical Analysis in India », *Enquiry*, Monsoon, 1969, repris dans S.A. SHAH (ed), *Towards National Liberation : Essays on the Political Economy in India*, Montréal : n.p., 1973, pp. 8-9.

² Voir mon article « Class Struggle in China », *Monthly Review*, XXV, 4 septembre 1973, pp. 55-58.

africains et latino-américains ou chez les spécialistes de ces régions (comme Umberto MELOTTI, dans *Terzo Mondo*) ³.

J'intitulerais ce point de vue « la perspective du système mondial ». J'entends par là que tout repose sur l'hypothèse explicite ou implicite à l'effet que le monde moderne comprend une économie-monde unique, capitaliste, émergeant en un processus historique depuis le XVI^e Siècle et existant encore de nos jours. Il s'ensuit que les États-nations ne sont pas des sociétés qui ont des histoires séparées et parallèles mais constituent les parties d'une totalité à l'image de cette totalité. Dans la mesure où il existe des étapes, elles le sont du système pris dans son ensemble. Évidemment, comme les différentes parties du monde ont joué et jouent encore des rôles différents dans l'économie-monde capitaliste, elles ont des profils socio-économiques internes hétéromorphes, partant, des systèmes politiques différents. Mais pour comprendre les contradictions de classe internes et les luttes politiques d'un État quelconque, on doit replacer ce dernier dans le contexte de l'économie-monde. On peut alors comprendre dans quelle mesure les mouvements politiques et culturels représentent des efforts concertés pour modifier ou préserver une position dans l'économie-monde à l'avantage ou au désavantage de groupes particuliers à l'intérieur d'un État quelconque ⁴.

Entre perspective développementaliste et perspective système-mondial, la distinction ne touche pas au débat, de prime abord entre marxisme et libéralisme ou entre évolutionnisme et « autre chose ». (De toute manière, les deux courants sont essentiellement évolutionnistes) - je situerais la distinction ailleurs. D'abord il existe une différence dans le mode de pensée. En termes hégéliens, la perspective développementaliste est mécanique tandis que la perspective système-

³ U. MELOTTI, « Marx e il Terzo Mondo », *Terzo Mondo*, no 13-14, sept.-déc. 1971. MELOTTI donne comme sous-titre : « Vers un schéma multilinéaire de la conception marxiste du développement historique ».

⁴ J'ai longuement développé ce point de vue ailleurs. Voir *The Modern World System : Capitalist Agriculture and the Origins of the European World-Economy in the Sixteenth Century*, New York et Londres : Academic Press, 1974, et « The Rise and Future Demise of the World Capitalist System : Concepts for Comparative Analysis », *Comparative Studies in Society and History*, XVI, 4 octobre 1974, pp. 387-415.

mondial est dialectique. J'entends par là qu'à n'importe quel moment de l'analyse, on ne s'interroge pas sur la structure formelle mais sur les conséquences, pour la totalité comme pour les parties, d'un changement ou d'une préservation d'une structure donnée, au moment en question, compte tenu de la configuration globale des positions particulières à la même époque. Une analyse intelligente exige une connaissance de la texture complexe de la réalité sociale (le phénomène historique concret) au sein d'une perspective à long terme. Celle-ci permet de déceler les tendances et les forces du système et d'expliquer ce qui sous-tend les phénomènes historiques concrets. Si l'on a recours à des comparaisons synchroniques et des généralisations abstraites, on n'a finalement que des outils de recherche pour établir une vérité contemporaine, toujours mouvante.

Cette distinction au niveau de la méthodologie scientifique se retrouve au niveau de la praxis, de la vie politique du monde réel. En effet, la deuxième différence essentielle entre les deux perspectives (développementaliste et système-mondiale) se situe au niveau de l'action projetée. C'est d'ailleurs pourquoi la dernière perspective est essentiellement issue des intellectuels du Tiers-Monde. La perspective développementaliste non seulement insiste pour que le modèle choisi appartienne aux pays déjà développés (Grande-Bretagne, États-Unis, URSS) mais soutient également que les questions politiques internationales fondamentales reposent toutes sur les relations entre les puissances hégémoniques du monde. Si l'on part de la perspective système mondial, il n'y a plus de modèle (le modèle était une notion mécanique) et, par ailleurs, les relations hégémoniques des puissances ne sont qu'une des questions qui affectent le système mondial.

La perspective système-mondial est née des cendres de la domination politique européenne dans le monde, remettant en question toute construction euro-centrique de la réalité sociale. Mais l'évolution intellectuelle elle-même est rarement précipitée. La restructuration qui s'est opérée dans l'allocation de la puissance à travers le monde s'est fait sentir lentement au niveau des idées, particulièrement dans les régions hégémoniques du globe : ainsi, les intellectuels en Europe et, évidemment, aux États-Unis ressentent un malaise croissant en rapport à la validité des réponses qu'ils ont à offrir à propos de questions

« moindres » - c'est-à-dire moindres que la nature du système mondial en tant que tel.

Passons en revue six questions épineuses auxquelles la perspective développementaliste donne des réponses qui semblent de plus en plus inadéquates.

I. Pourquoi, d'une part, certains phénomènes historiques mondiaux des deux siècles derniers, ont-ils eu lieu, et, d'autre part, pourquoi a un moment donné plutôt qu'à un autre ? La « surprise » la plus étonnante, surtout pour l'époque et même de nos jours, a été la Révolution russe. Comme on le sait fort bien, ni Marx, ni Lénine ni personne ne pouvait croire que la première « révolution socialiste » se produirait en Russie. Marx avait plus ou moins misé sur la Grande-Bretagne et, après sa mort, le mouvement socialiste dans son ensemble s'était persuadé que tout commencerait en Allemagne. Nous savons que même après 1917, toutes les têtes dirigeantes du PCUS estimaient que la révolution devait se produire rapidement en Allemagne si le régime soviétique ne voulait pas succomber. Il n'y eut pas de révolution socialiste en Allemagne mais néanmoins le régime soviétique survécut.

Nous ne cherchons pas d'explication à ce phénomène, mais nous manquons quand même de réponses convaincantes. Bien sûr, il existe une explication qui mettrait Marx à l'envers en soutenant que les révolutions socialistes ne se produisent pas dans les pays capitalistes dits-avancés mais précisément dans les pays « retardés. » Mais cela va trop diamétralement à l'encontre des autres préceptes du développementalisme et ses défenseurs eux-mêmes n'invoqueront que rarement une telle thèse. En tous cas, ils ne la défendraient pas publiquement.

La Révolution russe n'est pas la seule anomalie. Il existe un débat déjà ancien sur « l'exceptionnalité » des États-Unis. Comment, par exemple, peut-on expliquer que les États-Unis ont remplacé la Grande-Bretagne comme puissance industrielle hégémonique dans le monde sans qu'en cours de route un mouvement socialiste interne ne se soit implanté ? Si les États-Unis ont pu le faire, pourquoi pas le Brésil, la Russie ou le Canada ? Si l'on se place en 1800, il faudrait une dose extraordinaire d'audace scientifique pour prédire le succès des États-Unis.

Une fois de plus il y a eu de nombreuses explications. Il y a la théorie de la « frontière ». Il y a la théorie de l'absence de classe « féodale ». Il y a la théorie des États-Unis, « jeune coéquipier » de la Grande-Bretagne qui a surpassé le maître. Mais toutes ces théories sont précisément « exceptionnalistes », en contradiction avec le paradigme développemental. En outre, les variables supposément responsables du succès américain se retrouvent dans d'autres pays sans autant provoquer les mêmes conséquences.

On pourrait poursuivre indéfiniment de la sorte, mais je ne citerai que deux exemples. Pendant très longtemps, personne n'a remis en cause la suprématie britannique, la « première » puissance industrielle. Mais la Grande-Bretagne était-elle la « première » et s'il en était ainsi, pourquoi ? C'est une question qu'on commence à peine à se poser. En avril 1974, lors d'un autre colloque international qui eut lieu à Montréal sur le thème « Transition du féodalisme à la société industrielle : l'échec de l'Italie de la Renaissance et des Pays-Bas au XVII^e siècle », quelqu'un a soutenu énergiquement que ni l'Italie ni les Pays-Bas n'étaient les foyers de la Révolution industrielle justement parce qu'ils étaient trop avancés sur le plan économique. N'est-ce pas une réfutation assez sévère du paradigme développementaliste ?

Enfin, il faut citer l'anomalie du Canada : un pays qui, économiquement, se situe dans une catégorie inférieure à celle des principaux producteurs mondiaux en termes structurels, se retrouve néanmoins presque au sommet en termes de revenu *per capita*. La perspective développementaliste ne peut donner d'explication plausible à ce phénomène.

II. Si le monde s'est « développé » ou a « progressé » au cours des derniers siècles, comment peut-on expliquer que dans de nombreuses régions, la situation semble avoir empiré ? niveau de vie, environnement physique, qualité de vie, etc. D'un côté les choses s'améliorent, de l'autre elles empiront. Je ne parle pas seulement du phénomène contemporain bien connu de « l'écart grandissant » entre les pays industrialisés et ceux du Tiers-Monde mais également des phénomènes de désindustrialisation dans de nombreuses régions du monde (pen-

sons simplement à l'exemple bien connu de l'industrie textile indienne à la fin du XVIIIe et au début du XIXe).

On pourrait me répondre que ces phénomènes contredisent la version libérale du développementalisme mais non sa version marxiste étant donné que la « polarisation » fait partie intégrante du processus de changement. D'accord mais la polarisation devait, selon la théorie, se produire à l'intérieur des pays et non les uns par rapport aux autres. En outre, s'agit-il vraiment de polarisation ? Bien que les riches se soient enrichis et que les pauvres se soient appauvris, il doit bien exister un groupe de pays à mi-chemin, selon plusieurs critères économiques ; je pense par exemple, pour citer des systèmes politiques différenciés, au Mexique, à l'Italie, à la Tchécoslovaquie, à l'Iran ou à l'Afrique du Sud.

Enfin, au cours des années '70, on assiste à un bouleversement intense dans la distribution des profits et des termes de l'échange international du pétrole (et, éventuellement, d'autres matières premières). On peut parler de sophistication politique accrue et de force croissante des Arabes ; c'est indéniable, mais est-ce une explication ? Il ne faut pas oublier que la dernière amélioration sensible des termes de l'échange des matières premières remonte ensuite à la période 1897-1913 qui, en termes politiques, représentait l'apogée du contrôle colonial par l'Europe sur le monde.

Une fois de plus, ce ne sont pas les explications qui manquent pour la hausse des prix pétroliers. Mais, dans la mesure où elles valent quelque chose, elles vont toutes à l'encontre de la perspective développementaliste.

III. Pourquoi y a-t-il des « régressions » ? En 1964, S.N. Eisenstadt publiait un article intitulé « Ruptures de Modernisation » où il traitait des cas de « renversement » des régimes à « un niveau inférieur et moins flexible de différenciation politique et sociale... ⁵ »

⁵ S.N. EISENSTADT, « Breakdowns of Modernization » *Economic Development and Cultural Change*, XII, 4, juillet 1964, p. 367.

En cherchant à expliquer les origines de tels renversements, EISENSTADT S'est limité à ces hypothèses timides :

« Pourquoi en Turquie, au Japon, au Mexique et en Russie, dès les premières phases de la modernisation, des élites ont-elles émergé avec un sens de l'orientation et la capacité de mettre en œuvre des politiques relativement effectives alors que le même phénomène ne s'est pas manifesté en Indonésie, au Pakistan, en Birmanie ? Pourquoi cette différence se perpétue-t-elle au cours des étapes ultérieures de la modernisation ? C'est un des problèmes les plus déroutants de l'analyse sociologique comparative. Quatre critères seulement semblent pouvoir rendre compte de ce phénomène. À la rigueur, on peut l'attribuer à la place occupée par ces élites, à la structure sociale préexistante, à la cohésion interne de l'élite, et à la transformation interne de leur propre hiérarchie et leur sens des valeurs ⁶ ».

Il est clair qu'EISENSTADT cherche une explication dans des facteurs internes antérieurs de l'État. Cela remet en question la notion d'étapes par lesquelles tous non seulement doivent mais peuvent passer, tout en laissant intact le cadre étatique comme foyer d'analyse et d'explication. En toute logique, nous demandons : d'où viennent ces variables « antérieures » ? Ne sont-elles que des accidents historiques ? De même, après la rébellion de la Yougoslavie de TITO contre l'URSS, cette dernière commença à accuser la Yougoslavie de révisionnisme et de retour au capitalisme. Plus tard, la Chine lança un anathème identique contre l'URSS.

Mais comment peut-on expliquer que cela arrive ? D'un point de vue développementaliste, il existe deux types de réponses. La première consiste à dire que « la régression » semble s'être produite mais qu'en fait, il n'y a jamais eu de « progression ». Les chefs d'un mouvement, nationaliste ou socialiste prétendent seulement favoriser le changement. En fait, il s'agit toujours, dans le fond d'eux-mêmes, de « néo-colonialistes » ou de « révisionnistes ». Une telle explication contient des éléments de vérité mais elle me semble donner trop de poids à la « fausse conscience » et omettre l'analyse des mouvements dans leur contexte historique immédiat et continu.

⁶ Ibid., pp. 365-366.

La deuxième explication des « régressions » serait le changement d'esprit « une trahison ». C'est vrai peut-être, mais là encore, pourquoi de temps à autre et pas tout le temps ? Allons-nous expliquer des phénomènes sociaux à grande échelle uniquement en fonction d'accidents biographiques dans l'histoire des dirigeants impliqués ? C'est une thèse que je refuse parce que, selon moi, le dirigeant ne se maintient au pouvoir à long terme que si ses choix personnels reflètent les pressions sociales de l'environnement.

IV. Si le paradigme fondamental de l'histoire moderne est une série de processus nationaux parallèles, comment explique-t-on la persistance du nationalisme, voire son rôle comme force politique motrice dans le monde contemporain ? Les développementalistes libéraux déplorent le nationalisme ou l'expliquent comme phénomène transitoire « d'intégration ». Les développementalistes marxistes sont encore plus embarrassés. Si la lutte des classes est primaire - c'est-à-dire, la lutte des classes *intra* nationale - comment explique-t-on le slogan de la Révolution cubaine « La Patrie ou la mort - nous vaincrons » ? Comment pourrait-on expliquer cette citation encore plus surprenante de Kim Il SUNG, chef de la République Démocratique Populaire de Corée :

« La Mère patrie est une véritable mère pour tous. Nous ne pouvons vivre ou être heureux à l'extérieur de notre patrie. Seule la prospérité florissante de notre mère patrie peut nous rendre heureux. Les meilleurs fils et filles de notre peuple, tous, sans exception, furent *d'abord d'ardents* patriotes. C'est pour récupérer leur mère patrie que les communistes coréens se sont battus, avant la Libération, contre l'impérialisme japonais, au mépris des obstacles et des difficultés ⁷. »

Si les processus internes sont si fondamentaux, pourquoi la réalité de la solidarité ouvrière internationale ne s'est-elle pas manifestée davantage ? Souvenez-vous de la première guerre mondiale.

Comme toujours, il existe de nombreuses explications sur la persistance du nationalisme. Je constate simplement que toutes s'efforcent d'excuser la primauté des processus nationaux internes. Ou, si l'on

⁷ *Activité révolutionnaire du Camarade Kim Il Sung*, Pyongyang, Édition en langues étrangères, 1970. Livre illustré, 52e page (édition non paginée).

veut, pour les développementalistes, le nationalisme est parfois bon, parfois mauvais, mais il est toujours expliqué d'une façon fortuite, en considération de sa signification pour le système mondial.

V. Un problème encore plus ardu pour les développementalistes réside dans la recrudescence des mouvements nationalistes à l'intérieur des nations eux-mêmes. Le Biafra et le Bangladesh ne présentent pas de problèmes pour les théoriciens. Ceux-ci sont toujours parvenus à expliquer les mouvements sécessionnistes dans les pays du Tiers Monde comme l'expression d'un échec dans le processus « d'intégration nationale ».

Non, la surprise se situe dans le monde industrialisé : les Noirs aux États-Unis, le Québec au Canada, l'Occitanie en France, les Celtes en Grande-Bretagne et, encore imprécises, les « nationalités » en URSS. Aucun de ces nationalismes n'est nouveau. Ils constituent des thèmes éternels de conflit politique et culturel dans tous ces pays. Ce qu'il y a de surprenant, c'est que depuis 1945, ou même 1960, la plupart des gens dans ces pays, s'appuyant sur le paradigme développementaliste, considéraient ces mouvements ou revendications comme les reliquats d'un passé mourant, destinés à s'estomper lentement. L'ère des désenchantements semble s'ouvrir et les mourants se portent bien.

Les explications sont là. Certains crient à l'anachronisme, mais la question demeure : comment se peut-il qu'un anachronisme soit à ce point florissant ? Certains disent : beaucoup de bruit pour pas grand-chose, le dernier remous de l'intégration nationale. Peut-être, mais le développement intellectuel et organisationnel de ces mouvements ethno-nationaux semble s'être accusé rapidement et avec vigueur dans un sens contraire à l'intégration nationale. Quoiqu'il en soit, qu'est-ce qui, dans le paradigme développementaliste, explique ce phénomène ?

VI. Une dernière question, qui n'est peut-être qu'une façon nouvelle de formuler les cinq précédentes : Comment se fait-il que les « types idéaux » des différentes versions de la perspective développementaliste semblent tellement éloignés de la réalité empirique ? Qui n'a pas connu l'étrange impression de ne pas savoir quel parti représentait « le prolétariat industriel » ou « l'élite moderne » au Nigéria, en France sous le second Empire, etc. ? Soyons honnêtes. Chacun de

nous, dans la mesure où nous nous sommes tous servis du paradigme développementaliste à un moment ou à un autre, avons couché la réalité empirique dans un lit fort procrustéen.

La perspective système-mondial peut-elle mieux répondre à ces questions ? Nous n'en sommes pas encore sûrs. Cette conception n'a pas encore été suffisamment explorée. Laissez-moi cependant indiquer quelques-unes des grandes lignes du raisonnement.

Si le système mondial est le cadre d'analyse, et si surtout nous parlons de l'économie-mondiale capitaliste, il faut s'attendre justement, à des réseaux historiques divergents. Il ne s'agit plus d'anomalies mais du fondement du système. Si l'économie-monde est l'entité de base comprenant une division du travail unique, il est alors normal que différentes régions accomplissent des tâches différenciées. De toute manière, c'est normal sous un système capitaliste ; il est alors possible de parler du centre, de la périphérie et de la semi-périphérie de l'économie-monde. Cependant, comme les frontières politiques des États sont plus petites que l'arène économique, elles inclueront chacune des regroupements différents de tâches et de forces économiques dans le marché mondial. À long terme, ces différences peuvent aussi bien accentuer qu'atténuer les inégalités fondamentales que nous évoquons ici.

Il est également clair que dans le temps, les foyers d'activité économique évoluent. C'est dû à plusieurs facteurs : épuisement écologique, impact de la technologie moderne, changements climatiques et conséquences socio-économiques de ces « phénomènes naturels ». Ainsi, certaines régions « avancent », d'autres « reculent ». Mais le fait qu'un État change sa place dans l'économie-monde, disons, de la semi-périphérie vers le centre, ou vice-versa, ne change pas la nature du système. On enregistrera ces déplacements individuels des États comme « développement » ou « régression ». Le facteur-clé à noter est qu'au sein d'une économie-monde capitaliste, tous les États ne peuvent se développer simultanément par définition, étant donné que

le principe de l'inégalité entre les États du centre et les régions périphériques ⁸.

Au sein d'une économie-monde, les structures étatiques fonctionnent de telle sorte que certains groupes parviennent à influencer et modifier l'opération du marché. Plus l'appareil étatique est fort et plus il est capable de modifier le marché mondial de ses représentants. Les États centraux ont un appareil étatique plus puissant que les États périphériques.

Ce rôle des appareils étatiques dans une économie-monde capitaliste explique la persistance du nationalisme étant donné que les conflits sociaux primaires se produisent souvent entre des groupes situés dans différents États plutôt qu'entre des groupes appartenant au même territoire étatique. En outre, cela explique la complexité et l'ambiguïté du concept de classe étant donné que la classe réfère à l'économie qui est mondiale tandis que la conscience de classe est un phénomène politique, donc, essentiellement national. Dans ce contexte, on peut concevoir la recrudescence des ethno-nationalismes dans les États industriels comme l'expression d'une conscience de classe de groupes d'une caste inférieure dans les sociétés où la terminologie de classe a été absorbée par des couches moyennes aux dimensions de l'État, organisées autour du groupe ethnique dominant.

Si le système-mondial est le cadre d'analyse plutôt que les États individuels, c'est sur l'histoire naturelle de ce système que l'on doit se pencher. Comme tous les systèmes, l'économie-monde capitaliste a des tendances cycliques et séculaires qu'il convient de distinguer.

D'une part, l'économie-monde capitaliste semble connaître des longs cycles d'expansion et de contraction. Je ne puis élaborer longuement à ce sujet. Je me contenterai de suggérer que l'expansion se produit quand la production mondiale totale est inférieure à la demande effective mondiale telle que rendue possible par la distribution sociale existante des pouvoirs d'achat mondiaux, et que la contraction

⁸ Quant à la façon dont les États peuvent changer leur position, j'ai essayé d'en fournir une explication dans « Sous-développement et dépendance, » *Esprit*, février 1974, pp. 3-32.

survient quand la production mondiale totale excède la demande effective mondiale. Selon moi, il s'agit de cycles de 75 à 100 ans et le cycle à la baisse ne se corrige que par une redistribution politique des revenus mondiaux qui permet l'expansion de la demande mondiale. Je pense enfin que nous venons de terminer un cycle expansionniste et que nous entamons une ère de contraction.

Ces Cycles surviennent dans le cadre d'une tendance séculaire qui a impliqué une expansion physique et une consolidation politico-structurelle de l'économie-monde capitaliste en tant que telle mais qui a également donné naissance à des forces et à des mouvements qui rognent les fondements structurels du système-mondial existant. Plus particulièrement, ces forces, que nous dénommons « révolutionnaires », remettent en question le phénomène de l'inégalité, intrinsèquement lié au système actuel.

La tendance à la consolidation structurelle du système au cours des quatre derniers siècles a compris trois phénomènes de base :

a) la capitalisation de l'agriculture mondiale, c'est-à-dire l'utilisation toujours plus efficace des ressources de la terre et de la mer au sein d'unités de productions considérables dotées d'éléments de capital fixe de plus en plus conséquents. Avec le temps, la surface exploitée de la terre s'est élargie et nous sommes probablement témoins de la dernière expansion physique majeure, avec l'élimination des derniers territoires réservés à la production dite de « subsistance », à petite échelle. La contrepartie de ce processus s'est traduite par la concentration continue de la population mondiale dans des poches de densité élevée avec l'avènement de la prolétarianisation et de l'urbanisation d'une masse salariée omniprésente. L'impact initial de tout ce processus a été de rendre plus exploitable et plus contrôlable de vastes populations.

b) le développement de la technologie qui maximise la capacité de transformation des ressources de la terre en commodités utiles à des niveaux de coûts raisonnables. C'est ce qu'on appelle l'industrialisation... et l'histoire est loin d'être finie. Le prochain siècle devrait connaître la diffusion de l'activité industrielle des régions centrales tempérées, principal foyer de concentration jusqu'à nos jours, aux ré-

gions périphériques tropicales et semi-tropicales. L'industrialisation a également tendu à consolider le système en suscitant la grosse part des profits qui ont rendu le système avantageux pour ceux qui le contrôlaient, tout en fournissant un surplus suffisant pour faire subsister et apaiser les strates moyennes. La simple extension de l'activité industrielle ne changera pas une région périphérique en région centrale parce qu'au fur et à mesure, les régions centrales concentreront leurs activités dans des domaines nouveaux, de plus en plus spécialisés.

c) la troisième caractéristique de l'évolution, à la fois technologique et sociale, est le renforcement de toutes les structures d'organisation - les États, les structures économiques des entreprises, et même les institutions culturelles - tant par rapport aux groupes qu'aux individus. C'est le processus de bureaucratisation ; bien que son développement ait été inégal (les États centraux sont plus forts que ceux de la périphérie), toutes les structures sans exception, sont plus fortes de nos jours qu'elles ne l'ont jamais été. Les premiers ministres des États contemporains ont les pouvoirs que Louis XIV a en vain cherché à obtenir. Ce phénomène a également eu une influence stabilisatrice parce que la capacité de ces bureaucraties à réprimer physiquement l'opposition est beaucoup plus grande que par le passé.

Mais chaque médaille a son revers. Le déplacement de la population mondiale dans les régions urbaines, en dernière analyse, facilite l'organisation des forces d'opposition aux structures du pouvoir. C'est d'autant plus vrai depuis que les groupes croissants de non-possédants, à la merci des forces du marché, non seulement ont une éducation plus poussée mais entrent en contact avec les autres : ces réseaux de communication les rendent virtuellement plus politiquement conscient, sur ce plan.

L'industrialisation continue du monde a éliminé toute justification politique et donc économique, des différences de rétribution. Les progrès technologiques, quoiqu'inégalement repartis, ont suscité une nouvelle égalité militaire en terme de capacité de destruction. Il est exact qu'une nation peut détenir 1000 fois la puissance de feu d'une autre, mais si la plus faible a suffisamment de force pour infliger à la plus forte de sérieuses destructions, à quoi sert cette supériorité écrasante ? Ne songez pas ici à un État qui n'aurait que quelques ogives nucléaires

mais simplement à la puissance militaire des guérillas urbaines. C'est le type de problème dont n'avait pas à se préoccuper Louis XIV.

Finalement, la croissance des bureaucraties a suscité la faiblesse des géants aux pieds d'argile : la lourdeur. La capacité des soi-disant dirigeants de contrôler, non pas le peuple, mais les bureaucraties s'est amenuisée. Il s'ensuit une faiblesse dans la capacité d'imposer une volonté politico-économique.

Dans ce tableau général, où se situent alors les forces de changement, les mouvements de libération ? Ils arrivent précisément sous la forme de groupes de pression, pas complètement cohérents, issus des contradictions structurelles de l'économie-monde capitaliste. Ces groupes semblent s'organiser en mouvements, en partie, parfois en régimes. Mais quand les mouvements deviennent régimes, ils sont pris dans l'engrenage de la machinerie capitaliste mondiale qu'ils sont censés transformer. D'où les dites « trahisons ». Il ne convient ni d'aduler aveuglément ces régimes - puisqu'inévitablement ils « trahissent » en partie leurs objectifs déclarés - ni de se montrer cynique ou désespéré puisque les mouvements qui donnent naissance à de tels régimes représentent des forces réelles et la création de tels régimes fait partie d'un processus à long terme de transformation sociale.

Ce dont nous devons prendre conscience c'est qu'à l'heure actuelle, le parti de l'ordre et le parti du mouvement sont également forts. Nous n'avons pas encore atteint le sommet de la consolidation de l'économie-monde capitaliste. Nous sommes déjà dans la phase de son déclin politique. Si vous adoptez une perspective développementaliste et mécanique, ces deux énoncés pris ensemble constituent une absurdité. Dans la perspective système-monde, en ayant recours à un mode d'analyse dialectique, ils sont à la fois précis et intelligibles.

Cette lutte a lieu sur tous les fronts - politique, économique et culturel - et dans toutes les arènes du monde, dans les États centraux, dans la périphérie (principalement dans le Tiers Monde) et à la semi-périphérie (la plupart de ces derniers États, - pas tous, cependant - ont un système de propriété collective et sont dès lors appelés pays « socialistes »).

Prenez un conflit comme celui du Vietnam, d'Algérie ou en Angola. Il s'agissait, il s'agit encore, de guerre de libération nationale. Elles unissent les peuples de ces régions. Ultimement, les forces de libération nationale ont gagné ou gagnent des changements politiques. Comment peut-on évaluer leur impact ? D'une part, ces guerres coloniales ont fondamentalement amoindri les appuis internes des régimes américains, français et portugais. Elles ont sapé les forces dominantes du capitalisme mondial. Ces guerres ont rendu possibles des changements importants dans les pays en lutte, dans les métropoles et dans les pays tiers. Et pourtant, on peut se demander si le résultat net, le bilan, n'a pas été d'intégrer davantage ces pays, même leurs régimes, au sein de l'économie-monde capitaliste. Il y a du vrai des deux côtés. Nous ne gagnons rien à ne pas l'admettre. D'autre part, nous ne gagnons rien à manifester une neutralité olympienne exprimée par un dédain égal à l'égard de combattants inégaux.

Le processus d'analyse et le processus de transformation sociale ne sont pas dissociables. Ils constituent les deux faces d'une même médaille. Notre praxis alimente, en fait, rend possible, notre cadre d'analyse. Mais le travail d'analyse est en lui-même une partie centrale de la praxis du changement. À long terme, les perspectives pour l'avenir de l'inégalité dans le monde sont parfaitement claires. À long terme, les inégalités disparaîtront à la suite d'une transformation fondamentale du système mondial. Mais nous vivons tous dans le court terme ; aussi, dans le cadre des contraintes imposées par nos situations sociales respectives et par notre héritage socio-culturel, nous travaillons à notre gré dans la vigne pour atteindre le but que nous choisissons. Nous sommes ici aujourd'hui parce que nous le voulons bien. Nous ferons de ce colloque ce que nous voudrions et en tirerons les conclusions politiques que nous souhaiterons.

Fin du texte